

2° le conseil de guerre permanent de Gand, pour les provinces de Flandre orientale et de Flandre occidentale;

3° le conseil de guerre permanent de Liège, pour les provinces de Liège, de Luxembourg et de Namur. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 9 mars 1983.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,
J. GOL

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
J. GOL

MINISTERE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

F. 83 — 465

8 MARS 1983. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment les articles 21, alinéa 2, modifié par la loi du 24 décembre 1963, 50, alinéa 6, et 61, modifié par les lois des 20 juillet 1971 et 16 juillet 1974;

Vu l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment les articles 166, modifié par les arrêtés royaux des 3 septembre 1971, 16 mai 1980 et 1er décembre 1982, 228, modifié par les arrêtés royaux des 12 avril 1965, 3 avril 1970, 3 septembre 1971 et 30 juillet 1976, 229, modifié par les arrêtés royaux des 18 janvier 1967, 3 septembre 1971, 3 août 1977, 28 décembre 1979, 23 janvier 1980, 23 mars 1982 et 17 juin 1982 et 238, modifié par les arrêtés royaux des 3 septembre 1971, 17 juillet 1974 et 23 mars 1982;

Vu l'avis émis les 30 juin, 20 octobre et 17 novembre 1982 par le Comité de gestion du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

(1) Session ordinaire 1979-1980.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Proposition de loi n° 300/1 du 17 octobre 1979 déposée par M. Suykerbuyk. — Rapport n° 300/2 du 23 janvier 1980 de M. Van Belle.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 31 janvier 1980.

Session ordinaire 1979-1980.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 374/1 du 31 janvier 1980.

Session ordinaire 1982-1983.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 404/1 du 7 décembre 1982. — Rapport n° 404/2 du 7 décembre 1982 de M. Lallemand.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 25 février 1983.

2° de vaste krijgsraad te Gent, voor de provincies Oost-Vlaanderen en West-Vlaanderen;

3° de vaste krijgsraad te Luik, voor de provincies Luik, Luxemburg en Namen. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 9 maart 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
J. GOL

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
J. GOL

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 83 — 465

8 MAART 1983. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 november 1963 tot uitvoering van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op de artikelen 21, tweede lid, gewijzigd bij de wet van 24 december 1963, 50, zesde lid, en 61, gewijzigd bij de wetten van 20 juli 1971 en 16 juli 1974;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 november 1963 tot uitvoering van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op de artikelen 166, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 september 1971, 16 mei 1980 en 1 december 1982, 228, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 april 1965, 3 april 1970, 3 september 1971 en 30 juli 1976, 229, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 januari 1967, 3 september 1971, 3 augustus 1977, 28 december 1979, 23 januari 1980, 23 maart 1982 en 17 juni 1982, en 238, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 september 1971, 17 juli 1974 en 23 maart 1982;

Gelet op het advies uitgebracht op 30 juni, 20 oktober en 17 november 1982 door het beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;

Gelet op het advies van de Raad van State;

(1) Gewone zitting 1979-1980.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsvoorstel nr. 300/1 van 17 oktober 1979 door de heer Suykerbuyk. — Verslag nr. 300/2 van 23 januari 1980 door de heer Van Belle.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 31 januari 1980.

Gewone zitting 1979-1980.

Senaat.

Parlementaire Bescheiden. — Wetsontwerp nr. 374/1 van 31 januari 1980.

Gewone zitting 1982-1983.

Senaat.

Parlementaire Bescheiden. — Wetsontwerp nr. 404/1 van 7 december 1982. — Verslag nr. 404/2 van 7 december 1982 door de heer Lallemand.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 25 februari 1983.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Dans l'article 166, § 1er, 1^o, alinéa 2, de l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, modifié par les arrêtés royaux des 3 septembre 1971, 16 mai 1980 et 1er décembre 1982, les mots « inscrits comme personne à charge au 31 décembre 1982 » sont remplacés par les mots « inscrits comme personne à charge au 31 mars 1983 ».

Art. 2. A l'article 228 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 12 avril 1965, 3 avril 1970, 3 septembre 1971 et 30 juillet 1976, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le § 1er, 1^o, est complété par l'alinéa suivant :

« Les titulaires dont l'invalidité prend cours au plus tôt le 1er avril 1983 doivent, en outre, totaliser cent vingt jours de travail effectifs ou assimilés en application de l'article 204, alinéa 3. Toutefois, les jours énumérés à l'article 204, alinéa 3, ne peuvent être pris en considération pour l'application de la présente disposition. »

2^o le § 1er est complété par la disposition suivante :

« 4^o les titulaires dont l'invalidité prend cours au plus tôt le 1er avril 1983 doivent justifier pour l'ensemble des jours ouvrables de la période de référence visée au 2^o, d'une rémunération journalière moyenne au moins égale à 864 francs, s'ils sont âgés de 21 ans ou plus, 648 francs, s'ils sont âgés de 18 à 20 ans, et 432 francs, s'ils sont âgés de moins de 18 ans. A cet effet, les jours assimilés à des jours de travail sont affectés d'un salaire fictif égal à la rémunération perdue telle qu'elle est définie à l'article 46 de la loi du 9 août 1963, ayant servi de base au calcul de l'indemnité. »

« Les travailleurs dont les cotisations sont, en vertu de la législation sur la sécurité sociale, calculées sur la base de salaires forfaitaires, sont considérés comme ayant satisfait à la condition relative à la rémunération journalière fixée à l'alinéa premier. »

3^o dans le § 3, alinéa premier, les mots « , 3^o du présent article » sont supprimés ;

4^o le § 3 est complété par l'alinéa suivant :

« Toutefois, en cas d'application du § 2, les montants de la rémunération journalière moyenne visés au § 1er, qui justifient les jours ouvrables de la période de référence qui précède une période immunisée d'une durée égale ou supérieure à six mois, sont ceux qui ont été fixés conformément au présent paragraphe pour l'année qui suit celle au cours de laquelle a débuté la période immunisée. »

5^o il est inséré un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Le titulaire invalide qui réunissait les conditions pour l'octroi de la qualité de travailleur régulier, conserve ladite qualité lorsqu'il redevient incapable de travailler dans les douze mois qui suivent la fin de la période d'invalidité pour laquelle la qualité de travailleur régulier lui avait été accordée. »

« En cas d'incapacité de travail dans les douze mois qui suivent la fin d'une période d'incapacité primaire de plus de six mois, le titulaire invalide, qui ne réunit pas les conditions visées au § 1er au début de l'incapacité de travail qui a entraîné l'invalidité mais qui aurait réuni lesdites conditions si la période visée ci-dessus s'était prolongée sans interruption, acquiert la qualité de travailleur régulier. »

Le présent paragraphe n'est d'application que pour les titulaires dont l'invalidité prend cours au plus tôt le 1er avril 1983. »

Art. 3. A l'article 229 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 18 janvier 1967, 3 septembre 1971, 3 août 1977, 28 décembre 1979, 23 janvier 1980, 23 mars 1982 et 17 juin 1982, sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans le § 2, alinéa 1er, les mots « , 1^o à 4^o, » sont insérés entre les mots « visé au § 1er » et « qui cohabite simultanément » ;

2^o dans le § 2bis, les mots « et E » sont insérés entre les mots « l'article 64, § 1er, C, 1^o, » et « de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 » ;

3^o le § 2bis est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'application de cette disposition, le montant des revenus des travailleurs non salariés, visés à l'article 20, 1^o et 3^o, du Code des impôts sur les revenus est fictivement fixé à 100/80 de la différence entre les bénéfices et profits bruts ou les charges professionnelles y afférentes. »

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 166, § 1, 1^o, tweede lid, van het koninklijk besluit van 4 november 1963 tot uitvoering van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 september 1971, 16 mei 1980 en 1 december 1982, worden de woorden « die op 31 december 1982 als persoon » vervangen door de woorden « die op 31 maart 1983 als persoon ».

Art. 2. In artikel 228 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 april 1965, 3 april 1970, 3 september 1971 en 30 juli 1976, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o de § 1, 1^o, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De gerechtigden wier invaliditeit ten vroegste aanvangt op 1 april 1983 moeten daarenboven tenminste honderdtwintig werkelijke arbeidsdagen of daarmee met toepassing van artikel 204, derde lid, gelijkgestelde dagen tellen. De dagen opgesomd in artikel 204, derde lid, 3, worden echter niet meegerekend voor de toepassing van deze bepaling. »

2^o de § 1 wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« 4^o de gerechtigden wier invaliditeit ten vroegste aanvangt op 1 april 1983 moeten over het totale aantal werkdagen van het onder 2^o bedoelde referentiedag doen blijken van een gemiddeld dagloon van ten minste 864 frank als zij 21 jaar of ouder zijn, van ten minste 648 frank als zij 18 tot 20 jaar zijn en van ten minste 432 frank als zij jonger dan 18 jaar zijn. Daartoe wordt voor de met arbeidsdagen gelijkgestelde dagen een fictief loon toegepast, gelijk aan het gederfde loon, zoals dit is bepaald in artikel 46 van de wet van 9 augustus 1963, dat als basis heeft gediend voor de berekening van de uitkering. »

« De werknemers wier bijdragen krachtens de wetgeving betreffende de sociale zekerheid op forfaitaire loonbedragen worden berekend, worden geacht te hebben voldaan aan de in het eerste lid gestelde voorwaarden inzake dagloon. »

3^o in § 3, eerste lid, worden de woorden « van dit artikel », geschrapt.

4^o de § 3 wordt aangevuld met het volgende lid :

« In geval van toepassing van § 2 zijn de in § 1 bedoelde gemiddelde dagloonbedragen ter staving van de werkdagen in het referentiedagvak vóór een geneutraliseerd tijdvak van zes maanden of meer, evenwel die welke overeenkomstig deze paragraaf zijn vastgesteld voor het jaar na dat waarin het geneutraliseerde tijdvak een aanvang heeft genomen. »

5^o een § 4 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. De invalide gerechtigde die voldeed aan de voorwaarden voor het verkrijgen van de hoedanigheid van regelmatig werknemer, behoudt die hoedanigheid als hij opnieuw arbeidsongeschikt wordt binnen twaalf maanden na het einde van het tijdvak van invaliditeit waarover hem de hoedanigheid van regelmatig werknemer was verleend. »

« In geval van arbeidsongeschiktheid binnen twaalf maanden na het einde van een tijdvak van primaire ongeschiktheid van meer dan zes maanden, verkrijgt de invalide gerechtigde de hoedanigheid van regelmatig werknemer, ook al voldoet hij niet aan de in § 1 bedoelde voorwaarden bij de aanvang van de arbeidsongeschiktheid die heeft geleid tot invaliditeit, wanneer hij aan die voorwaarden zou hebben voldaan indien vorenbedoeld tijdvak zonder onderbreking had voortgeduurd. »

Deze paragraaf is enkel van toepassing voor de gerechtigden wier invaliditeit ten vroegste aanvangt op 1 april 1983. »

Art. 3. In artikel 229 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 januari 1967, 3 september 1971, 3 augustus 1977, 28 december 1979, 23 januari 1980, 23 maart 1982 en 17 juni 1982, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in de § 2, eerste lid, worden tussen de woorden « De bij § 1 » en « bedoelde gerechtigde » de woorden « 1^o tot en met 4^o, » ingevoegd ;

2^o in de § 2bis worden tussen de woorden « artikel 64, § 1, C, 1^o, » en « van het koninklijk besluit van 21 december 1967 » de woorden « en E » ingevoegd ;

3^o de § 2bis wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor de toepassing van die bepaling wordt het bedrag van het inkomen van niet in loondienst werkenden dat is bedoeld in artikel 20, 1^o en 3^o, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, fictief vastgesteld op 100/80 van het verschil tussen de brutowinst of -baten en de desbetreffende bedrijfslasten. »

Art. 4. Dans l'article 238, § 2, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 3 septembre 1981, 17 juillet 1974 et 23 mars 1982, les mots « fixées à l'article 72, § 1er, de la même loi » sont remplacés par les mots « fixées par le Comité de gestion du Service des soins de santé en exécution de l'article 73 de la même loi ».

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er avril 1983, à l'exception de l'article 3, 1°, qui produit ses effets le 1er juillet 1982, et des articles 2, 4° et 3, 2°, qui entrent en vigueur le 1er juillet 1983.

Art. 6. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 mars 1983.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêtés royaux du 4 mars 1983 :

— est acceptée, à sa demande, la démission de M. Demoulin, R., de ses fonctions de juge au tribunal de première instance de Liège;

— sont nommés juge suppléant :

- au tribunal de première instance de Nivelles :
M. Cruysmans, M., avocat à Ottignies - Louvain-la-Neuve;
- au tribunal de première instance de Verviers :
M. Voisin, J., avocat à Verviers.

Justice militaire

Par arrêté royal du 4 mars 1983, M. Luyckx, J., juge d'instruction et juge des saisies au tribunal de première instance de Tongres, est nommé membre civil à la deuxième chambre néerlandaise du conseil de guerre permanent de Liège pour un terme de trois ans prenant cours le 16 mars 1983.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA CULTURE FRANÇAISE

Université de l'État à Mons Extension d'attributions

Par arrêté royal du 29 octobre 1982, M. Jean-Pierre Pourtois, chargé de cours de la Faculté des sciences psycho-pédagogiques de l'Université de l'État à Mons, est chargé, à partir du 1er octobre 1982, de faire à ladite faculté, indépendamment de ses autres attributions, les cours suivants :

1. « Gestion de l'apprentissage, partim : Courants actuels de la pensée pédagogique, éducation familiale, sociologie de l'éducation, ou questions actuelles de socio-pédagogie (licence en sciences psycho-pédagogiques, 30 h);
2. « Pédagogie familiale » (diplôme complémentaire post-gradué en sciences familiales, 15 h);
3. « Psycho-sociologie de la famille et du couple » (diplôme complémentaire post-gradué en sciences familiales, 15 h);
4. « Méthodologie de la formation des parents et des éducateurs à l'éducation familiale » (diplôme complémentaire post-gradué en sciences familiales, 15 h ou 30 h).

Art. 4. In artikel 238, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 september 1981, 17 juli 1974 en 23 maart 1982, worden de woorden « aan de in artikel 72, § 1, van die wet gestelde voorwaarden » vervangen door de woorden « aan de door het beheerscomité van de Dienst voor geneeskundige verzorging in uitvoering van artikel 73 van dezelfde wet gestelde voorwaarden ».

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 april 1983, met uitzondering van artikel 3, 1°, dat uitwerking heeft met ingang van 1 juli 1982, en de artikelen 2, 4°, en 3, 2°, die in werking treden op 1 juli 1983.

Art. 6. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 maart 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijke besluiten van 4 maart 1983 :

— is aan de heer Demoulin, R., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Luik;

— zijn benoemd tot plaatsvervangend rechter :

- in de rechtbank van eerste aanleg te Nijvel :
de heer Cruysmans, M., advocaat te Ottignies - Louvain-la-Neuve;
- in de rechtbank van eerste aanleg te Verviers :
de heer Voisin, J., advocaat te Verviers.

Militair Gerecht

Bij koninklijk besluit van 4 maart 1983 is de heer Luyckx, J., onderzoeksrechter en beslagrechter in de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren, benoemd tot burgerlijk lid bij de tweede nederlandsstalige kamer van de bestendige krijgsraad te Luik voor een termijn van drie jaar met ingang van 16 maart 1983.

MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING EN FRANSE CULTUUR

Rijksuniversiteit te Bergen Uitbreiding van leeropdracht

Bij koninklijk besluit van 29 oktober 1982 is de heer Jean-Pierre Pourtois, docent in de Faculteit van de psychologische en pedagogische wetenschappen van de Rijksuniversiteit te Bergen, met ingang van 1 oktober 1982 en buiten zijn overige bevoegdheden, belast met het doceren van de volgende cursussen in genoemde faculteit :

1. « Beheer van het leerproces, partim : Huidige stromingen van het pedagogisch denken, gezinsopvoeding, sociologie van de opvoeding, of actuele problemen van de sociopedagogie » (licentiaat in de psychologische en pedagogische wetenschappen, 30 u.);
2. « Gezinspedagogie » (aanvullend postuniversitair diploma in de gezinswetenschap, 15 u.);
3. « Psychosociologie van het gezin en het paar » (aanvullend postuniversitair diploma in de gezinswetenschap, 15 u.);
4. « Methodiek van de opleiding van ouders en opvoeders tot de gezinsopvoeding » (aanvullend postuniversitair diploma in de gezinswetenschap, 15 u. of 30 u.).